

VD_GERICHTE PE11.020342 vom 30. Mai 2012

VD Tribunal cantonal, 2012-05-30, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_PE11.020342

FR: VD_GERICHTE PE11.020342 du 30 mai 2012

IT: VD_GERICHTE PE11.020342 del 30 maggio 2012

Erwägungen

E. 5.1

X. _____ conteste sa condamnation pour vol et utilisation frauduleuse d'un ordinateur, s'agissant des faits exposés sous ch. 2 du jugement (considérant C/2.1 ci-avant). Il fait tout d'abord valoir que les photographies du bancomat mises à disposition du Ministère public et du tribunal ont été "recadrées et découpées volontairement", le privant de la possibilité d'examiner les pièces en question dans leur intégralité, en violation de l'art. 192 CPP.

- 26 - Ce moyen est téméraire. En effet, les pièces litigieuses ont été versées au dossier le 23 mars 2012, sous la forme d'un CD et d'un tirage papier comportant les photos extraites dudit CD (pièce 76). Une photocopie couleur des photos a été adressée au défenseur de l'appelant le 27 mars suivant (PV des opérations, p. 18) avec une lettre d'accompagnement précisant que les photos étaient extraites d'un CD versé au dossier. Il est dès lors évident que le tribunal a statué sur la base de pièces qui se trouvaient toutes au dossier. A supposer un doute sur la conformité des photos sur tirage papier avec le CD, il appartenait à la défense de l'appelant de consulter ce support et de formuler toute réquisition à ce sujet aux débats de première instance (art. 339 al. 2 let. d CPP), ce qu'elle n'a pas fait, de sorte que le grief est tardif en appel. Pour le surplus, si le tribunal et le procureur "connaissaient les heures exactes des photographies prises par la caméra de surveillance devant le second bancomat", c'est tout simplement parce que ces indications, qui ont du reste été correctement retranscrites sur le tirage papier, figurent sur les images du CD; dites photographies n'ont été ni "recadrées" ni "découpées volontairement", contrairement à ce que soutient l'appelant. Les heures précises des quatre prélèvements effectués avec les cartes volées ressortant clairement de la lettre de la Banque Cantonale de Zoug du 21 novembre 2011 (dossier B, pièce 4/6), il était donc aisé de vérifier à quelles images de la séquence photos correspondaient les deux retraits filmés (jugt, p. 22).

E. 5.2

X. _____ conteste ensuite qu'il puisse être qualifié de coauteur du vol en raison de l'utilisation des cartes bancaires dérobées. En premier lieu, c'est en vain que le prénommé se fonde sur un autre état de fait pour analyser sa participation aux infractions, soutenant, contrairement à ce qui est retenu, qu'il n'a pas eu l'idée de commettre l'infraction à l'art. 147 CP et qu'il n'a reçu qu'une partie "infime" du butin. En réalité, le tribunal a écarté ses explications, en motivant de manière claire et complète sa conviction (jugt, p. 23), et

- 27 - l'appelant, qui se borne à renvoyer à ses déclarations de première instance – en contradiction évidente avec les photographies au dossier – n'entreprend pas de démontrer en quoi l'état de fait du jugement serait erroné. En effet, les premiers juges ont retenu que l'appelant était bel et bien l'auteur des quatre retraits frauduleux, quand bien même l'une ou l'autre des opérations n'aurait pas été effectuée personnellement par lui. Ils ont en outre

considéré que le vol du porte-monnaie de M. _____ lui était également imputable, s'agissant d'une infraction préalable indispensable à la commission de l'utilisation frauduleuse d'un ordinateur. Ce raisonnement est pertinent et convaincant. Sur un plan factuel tout d'abord, car il existe un lien temporel et géographique étroit entre la commission du vol, qui a eu lieu vers midi à la [...] de Rotkreuz/ZG, et l'utilisation frauduleuse des cartes appartenant à la plaignante quelques minutes plus tard à Cham/ZG, distant de quelques kilomètres; on ne conçoit pas, dans ces circonstances, que l'appelant serait étranger à la première infraction, comme il le prétend. Sur un plan juridique ensuite, dès lors que les art. 139 et 147 CP entrent en concours lorsqu'un auteur dérobe une carte bancaire avant de retirer de l'argent auprès d'un distributeur (Favre/Pellet/Stoudmann, Code pénal annoté, Lausanne 2007, n. 1.2 ad art. 147 CP et la référence citée). L'on ne saurait non plus concevoir, sur la base des faits retenus, que l'appelant aurait agi uniquement comme complice, ce dernier admettant d'ailleurs lui-même, s'agissant de la notion de coaction, qu'"il n'est pas nécessaire que l'auteur ait personnellement accompli tous les éléments constitutifs de l'infraction, ni même qu'il ait personnellement agi", comme le tribunal l'a également relevé (jugt, p. 23 in fine). Partant, c'est à juste titre que X. _____ a été condamné pour vol et utilisation frauduleuse d'un ordinateur.

E. 5.3

L'appelant remet également en cause sa participation au brigandage décrit sous ch. 3 du jugement (considérant C/2.2 ci-avant).

- 28 -

E. 5.3.1

Invoquant, comme son coprévenu, une violation de la présomption d'innocence, il critique tout d'abord l'appréciation par les premiers juges des déclarations de la plaignante T. _____, des témoignages et de l'absence de traces d'ADN ou d'empreintes. Ces éléments ont déjà été analysés dans le cadre de l'examen de l'appel de V. _____, de sorte qu'il suffit de s'y référer (considérant 4.1.2 et 4.1.5 ci- avant). X. _____ soutient ensuite que la chronologie des faits retenus est impossible. Or, le tribunal a examiné la question de façon approfondie (jugt, pp. 29 s.) et il n'y a, dans leur raisonnement, rien d'erroné. On peut s'y référer par adoption de motifs pour retenir qu'il n'y a aucune impossibilité chronologique entre, d'une part, la relaxe de l'intéressé à Zurich le 28 novembre 2011 à 12h45, respectivement son arrivée à la gare d'Aarau à 13h42 (pièces 13 et 14) et, d'autre part, sa participation au brigandage ce même jour. Par ailleurs, on remarquera, avec les premiers juges, que l'indication du témoin W. _____ selon laquelle les prévenus seraient arrivés au café de [...] vers 15h15-15h20 ne suffit pas à faire contrepoids aux déclarations concordantes des deux autres témoins, qui ont fait une estimation approximative de l'heure d'arrivée des prévenus au café [...] (PV aud. 7 et 8), et de la victime elle-même (PV aud. 1), qui, comme on l'a rappelé ci-avant (considérant 4.1.4), a reconnu ses agresseurs sans aucune hésitation tant en cours d'enquête que lors des débats.

E. 5.3.2

X. _____ considère ensuite qu'une inspection des lieux aurait permis de mettre en évidence des incohérences dans les déclarations de la plaignante. Or, il ressort du dossier que le prénommé n'a jamais sollicité cette mesure d'instruction aux débats de première instance, de sorte que son grief est tardif (art. 339 al. 2 let. d CPP). De toute manière, la démonstration au sujet du trajet emprunté par les prévenus à la sortie du café-restaurant de

[...] est vaine, dès lors que rien ne permet de retenir qu'ils se seraient rendus à leur véhicule selon le trajet le plus direct. Outre

- 29 - le fait qu'il peut être dans l'intérêt des délinquants de suivre un autre parcours pour limiter les indications sur leur direction de fuite, il résulte des déclarations des témoins [...] et [...] qu'à leur arrivée au café [...], les deux prévenus étaient accompagnés d'un troisième acolyte, de sorte qu'à supposer que les deux malfrats se soient rendus à pied au café-restaurant de [...] comme le prétend l'appelant – ce qui n'est pas établi –, il n'est pas exclu qu'ils se soient mis d'accord pour que, pendant ce temps, ce troisième individu déplace le véhicule, véhicule d'ailleurs immatriculé au nom d'une tierce personne (jugt, p. 26).

E. 5.3.3

L'appelant fait en outre valoir de prétendues incohérences dans les déclarations de T._____ lorsqu'elle affirme avoir suivi ses agresseurs pour voir dans quelle direction ils fuyaient. Selon lui, ce n'est pas là le comportement d'une victime de brigandage ayant eu peur de mourir. La plaignante n'a pas couru après ses agresseurs, mais est sortie aussitôt de l'établissement pour trouver de l'aide et les a vus s'enfuir en direction de la [...] (PV aud. 1; jugt, p. 11). Ainsi, ce grief ne repose pas sur le contenu exact du procès-verbal et doit être écarté.

E. 5.3.4

Il en va de même des arguments relatifs à l'absence de traitement médical de la plaignante, qui, compte tenu des explications qu'elle a fournies à l'audience de première instance (jugt, p. 12), ne permet aucune déduction quant aux faits de la cause, sinon que la victime n'avait aucun intérêt à incriminer mensongèrement les prévenus et qu'elle n'a pas non plus exagéré les faits.

E. 5.3.5

Sur la question de la ressemblance physique de X._____ avec la description qu'en a faite T._____, il suffit de renvoyer à ce qui a déjà été dit à ce sujet dans le cadre de l'examen de l'appel de V._____ (considérant 4.1.4 ci-avant). Au surplus, contrairement à ce que soutient X._____, rien ne porte à croire que lorsque celui-ci lui a été présenté derrière une vitre sans

- 30 - tain parmi quatre autres individus (jugt, p. 3), T._____, après avoir rencontré son avocate le jour même, l'aurait désigné par simple souci de cohérence avec ses affirmations antérieures. L'appelant semble oublier que la victime l'a reconnu sur photographie peu après les faits et formellement lors de l'audition de confrontation en décembre 2011, alors que, au contraire de l'intéressé, elle n'était pas assistée (PV aud. 5; pièce 81).

E. 5.3.6

Enfin et "en résumé", X._____ soutient que les éléments probatoires auraient été systématiquement interprétés en sa défaveur. En réalité, le prénommé est incapable de faire état d'une circonstance de nature à l'exculper qui n'aurait pas été prise en compte par les premiers juges. Au contraire, ceux-ci ont discuté dans le cadre de l'examen de l'appréciation des preuves de tous les éléments pertinents pour retenir que les faits sont établis à satisfaction de droit. Partant, la condamnation de X._____ pour brigandage doit également être confirmée.

E. 5.4

En dernier lieu, l'appelant conteste le refus du sursis à la peine prononcée.

E. 5.4.1

Selon l'art. 42 al. 1 CP, le juge suspend en règle générale l'exécution d'une peine pécuniaire, d'un travail d'intérêt général ou d'une peine privative de liberté de six mois au moins et de deux ans au plus lorsqu'une peine ferme ne paraît pas nécessaire pour détourner l'auteur d'autres crimes ou délits. Sur le plan subjectif, le juge doit poser un pronostic quant au comportement futur de l'auteur. Il suffit qu'il n'y ait pas de pronostic défavorable. Le sursis est la règle dont on ne peut s'écarter qu'en présence d'un pronostic défavorable (ATF 134 IV 1 c. 4.2.2 pp. 5 s.). Pour émettre ce pronostic, le juge doit se livrer à une appréciation d'ensemble, tenant compte des circonstances de l'infraction, des antécédents de

- 31 - l'auteur, de sa réputation et de sa situation personnelle au moment du jugement, notamment de l'état d'esprit qu'il manifeste. Il doit tenir compte de tous les éléments propres à éclairer l'ensemble du caractère de l'accusé et ses chances d'amendement. Il ne peut accorder un poids particulier à certains critères et en négliger d'autres qui sont pertinents (ATF 134 IV 1 c. 4.2.1 p. 5). Pour poser le pronostic, le juge dispose d'un large pouvoir d'appréciation. Il y a toutefois violation du droit fédéral si la décision attaquée repose sur des considérations étrangères à la disposition applicable, si elle ne prend pas en compte les critères découlant de celle-ci ou si le juge s'est montré à ce point sévère ou clément que l'on doive parler d'un abus du pouvoir d'appréciation (ATF 119 IV 195, c. 3b et les arrêts cités).

E. 5.4.2

En l'espèce, X. _____ fait valoir que son seul antécédent judiciaire ne peut faire obstacle à l'octroi du sursis. Certes, son casier judiciaire suisse fait état d'une condamnation de peu d'importance, condamnation que le prénommé dit par ailleurs ignorer (PV aud. 6, p. 2); toutefois, outre le fait que ce dernier a récidivé dans le même domaine d'infractions et, en partie, dans le délai d'épreuve qui lui avait été accordé, ses explications au sujet de sa situation personnelle trahissent l'absence d'activité lucrative licite. En effet, il a déclaré avoir exercé des emplois temporaires en France et en Italie et son casier judiciaire italien fait état d'une condamnation pour violation des dispositions sur l'immigration. En réalité, on ignore de quoi vit l'appelant et il résulte de l'ensemble des renseignements fiables à son sujet, notamment de ses condamnations en Italie, le prénommé ayant lui-même admis y avoir été condamné "à trois reprises pour séjours illégal" (PV aud. 6, p. 2), qu'il vit d'expédients et qu'il est exposé à la récidive. A cela s'ajoute qu'il a commis le brigandage en cause quelques heures seulement après sa relaxe à Zurich pour une tentative de vol et qu'il fait actuellement l'objet d'une enquête instruite par le Bezirksamt Mönchwilten pour délit contre la loi fédérale sur les armes et vol d'usage.

- 32 - L'appelant reproche ensuite aux premiers juges de s'être fondés sur ses dénégations pour refuser le sursis. Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, celui qui nie par honte, par peur du châtime, par crainte de perdre sa place ou par égard pour les siens peut être digne de sursis. En revanche, l'accusé qui s'efforce consciemment d'induire les autorités pénales en erreur ou de rejeter la faute sur autrui pour se soustraire à une condamnation révèle un manque particulier de scrupules, ce qui, dans la règle, ne permet pas d'espérer qu'une peine avec sursis suffise à le détourner durablement de la délinquance. Il en va de même pour celui qui persiste à nier l'évidence, qui ment par besoin ou qui refuse de reconnaître une faute patente et donc l'illicéité de son acte (TF 6S_477/2002 du 12 mars

2003 c. 1.4 et les références citées). En l'occurrence, le refus de X. _____ de collaborer à l'instruction, manifesté par ses explications contradictoires s'agissant de son emploi du temps le jours du brigandage et le déni d'évidences, constitue un élément défavorable parmi les autres circonstances déterminantes prises en compte par le tribunal. C'est donc à juste que le tribunal, se fondant sur les antécédents, le mode de vie et les mensonges grossiers de l'appelant, a posé un pronostic défavorable quant au comportement futur de ce dernier. Pour sa part, l'intéressé ne fournit aucun élément permettant de compenser les éléments foncièrement négatifs relevés par les premiers juges. Dans ces conditions, l'opinion de ces derniers selon laquelle il existe un risque de récidive est parfaitement fondée. Il s'ensuit que le prononcé d'une peine ferme doit être confirmé.

E. 5.5

X. _____ conclut à une peine sensiblement inférieure à celle qui lui a été infligée. Le prénommé fait dépendre son grief uniquement de l'admission de ses précédents moyens de fait (appel, p. 8). Or, dans la mesure où ceux-ci ont été rejetés, comme on vient de le voir, il n'y a pas lieu de revenir sur l'appréciation de la fixation de la peine par les premiers juges, si ce n'est pour souligner que l'intéressé n'a pas donné l'impression

- 33 - de réaliser la gravité de ses actes, passibles d'une peine supérieure à celle prononcée (cf. considérant 4.1.3 ci-avant), en particulier les conséquences psychologiques qui en ont découlé pour T. _____, contestant encore dans son mémoire d'appel (p. 5) que cette dernière ait été aussi effrayée qu'elle l'affirme.

E. 6

Dès lors que les infractions doivent être confirmées, les conclusions civiles allouées aux deux victimes sont justifiées dans leur principe et l'appréciation du tribunal à cet égard ne peut qu'être confirmée par adoption de motifs (jugt, pp. 33 s.). Tant le montant octroyé à M. _____ à titre de dommages- intérêts, par 7'180 fr. 05 – attesté par pièces (83 et 85) –, que celui alloué à T. _____ en réparation de son tort moral, par 5'000 fr., qui paraît proportionné à la gravité de l'atteinte subie par cette dernière, peuvent être confirmés.

E. 7

En conclusion, les appels doivent être rejetés et le jugement attaqué intégralement confirmé.

E. 7.1

Vu l'issue de la cause, les frais d'appel doivent être mis par moitié à la charge de V. _____ et par moitié à la charge de X. _____. Chacun des appelants supportera en outre l'indemnité allouée à son défenseur d'office pour la procédure d'appel, indemnité qui, vu l'ampleur et la complexité de la cause, doit être arrêtée à 3'358 fr. 80, TVA et débours compris.

E. 7.2

V. _____ et X. _____ ne seront tenus de rembourser à l'Etat l'indemnité allouée à leur défenseur d'office que lorsque leur situation financière le permettra (art. 135 al. 4 let. a CPP).

E. 7.3

Vu leur condamnation, aucune indemnité de dépens de l'art. 429 CPP ne leur sera allouée (cf. p. 3 ci-avant).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.